



CHALÉARD (Jean-Louis)

*Temps des villes, temps des vivres :  
L'essor du vivrier marchand en Côte  
d'Ivoire*

Karthala, coll. « Hommes et sociétés »,  
1996, 661 pages.

Ce livre est la publication du texte allégé d'une thèse de doctorat d'État soutenue en 1994 à Paris-X. Toutefois, ni le volume, ni l'approche scientifique ne doivent rebuter le lecteur. Jean-Louis Chaleard réalise en effet le tour de force de donner un ouvrage scientifique rigoureux, précis, facile à lire sans jamais céder à la facilité. Les 661 pages qui le composent sont solidement structurées et permettent une lecture à différents niveaux. Notons d'abord la rigueur de la démarche, la méthodologie toujours précise et l'abondance des tableaux, cartes, graphiques qui viennent systématiquement à l'appui de la démonstration. L'importance de la bibliographie ne doit pas masquer la solidité du travail de terrain, systématique et accompli sur le long terme, condition indispensable à la production de documents de cette qualité.

L'ouvrage est organisé en quatre grandes parties : 1. Disponibilités de vivres et explosion urbaine en Côte d'Ivoire ; 2. Les vivres en économie de plantation ; 3. Production vivrière et production marchande en Côte d'Ivoire septentrionale et centrale ; 4. Le paysan et le marchand : les échanges vivriers. Ces parties, très équilibrées (de 3 ou 4 chapitres chacune) comportent une introduction et une conclusion permettant à la fois de souligner la problématique et de résumer les conclusions. Les chapitres sont organisés de la même façon, et il en est de même de l'ouvrage lui-même. De façon étonnante, il n'y a jamais redondance, et le lecteur pressé qui se contente de l'introduction et de la conclusion générale découvrira bien des nuances en se plongeant à l'échelle des parties ou, lorsqu'il voudra prendre connaissance des éléments plus précis, à l'échelle des chapitres. L'auteur nous invite ainsi à une lecture emboîtée, toujours à la recherche de plus

de nuances et de précision. On veut « survoler » et l'on se retrouve plongé dans l'ouvrage après en avoir apprécié l'économie générale.

Les relations villes-campagnes sont au cœur de la démarche. Ce travail n'est en aucun cas une « somme » : il s'agit d'une véritable « thèse » au sens propre du terme : le monde paysan « traditionnel » se révèle remarquable d'adaptation, d'initiatives et d'innovations. Cela est largement lié à la souplesse des systèmes agraires et à l'absence de coupure entre le monde rural et le monde urbain. L'essor du vivrier marchand participe à un véritable équilibre à l'échelle des populations : entre citadins (consommateurs de produits locaux) et ruraux (producteurs), entre hommes et femmes également (ces dernières entrant ainsi dans l'économie monétaire dont les avait exclues l'agriculture de plantation).

La mutation de l'espace ivoirien est double. À l'échelle nationale, le nord du pays, en retard économique, trouve un moyen de développement et d'intégration nationale ; au sud, la saturation foncière est un blocage certain. À l'échelle locale, une nouvelle forme de campagne émerge autour des villes.

L'ouvrage ouvre enfin le débat de fond concernant les coûteuses opérations de développement exclusivement rurales : le développement rural ne peut se concevoir sans l'industrie ni l'artisanat national, sans les communications permettant l'évacuation des produits, sans l'amélioration du niveau de vie des citadins qui conditionne l'état des marchés.

**Yveline Déverin**

---

DANIOUE (Roger T.)

*Afrique : l'unité de mesure démocratique*  
Paris, L'Harmattan, 1997, 165 pages.

Ce livre, comme l'indique son sous-titre, est un « essai sur les postulats du changement politique en Afrique », mais il s'apparente davantage à un pamphlet dont les cibles désignées sont autant les « donneurs de leçon » démocratique

occidentaux que le modèle de démocratie libérale « vendu » avec les plans d'ajustement structurel, ou encore les « potentats » africains qui ont vite appris à tirer le meilleur profit – dans tous les sens du terme – de la nouvelle donne démocratique. L'auteur ne manque pas de culture et certaines des idées qu'il défend sont loin d'être inintéressantes. Mais son argumentaire est trop décousu et verse trop dans le nominatif et l'incantation véhémente pour totalement emporter l'adhésion. Son essai se laisse lire, même s'il irrite souvent par ses à-peu-près et son ton naïvement militant. Et la fin s'avère plate, puisqu'il récuise aussi bien l'universalisme occidental que le relativisme culturel, au bénéfice d'un renouvellement en profondeur des équipes dirigeantes et des valeurs qui fondent le renouveau politique en Afrique. Dommage que tout cela manque de rigueur et ne soit pas appuyé sur une vraie réflexion sociologique et politologique.

René Otayek

---

DIAGNE (Souleymane Bachir)

OSSEBI (Henri)

*La Question culturelle en Afrique :  
contextes, enjeux et perspectives  
de recherche*

Dakar, Codesria, document de travail,  
1996, 63 pages.

Cette courte synthèse se propose de faire un point sur les problématiques « afférentes au champ culturel en Afrique, vu les enjeux multiples qui l'entourent et la réalité, encore éclatée, des études qui lui sont consacrées » (p. 51). Vaste entreprise, dont les auteurs s'acquittent néanmoins honorablement si l'on considère que, compte tenu du statut de la publication (il s'agit d'un « document de travail » dont le volume, par nature, est modeste), le projet était de faire un survol de la question et de proposer des pistes de recherche. La validité de l'entreprise, expliquent-ils, se justifiait en regard de plusieurs facteurs : déficit des recherches scientifiques sur l'articula-

tion entre culture et politique, récurrence des préjugés culturalistes (« la démocratie est incompatible avec la culture africaine », « le capitalisme est impensable en Afrique », etc.), urgence d'une remise en perspective critique par temps de mondialisation. Non exempt de certaines lourdeurs (on pense, notamment, à la section consacrée aux « problèmes de définition », pp. 8-12), ce document réussit malgré tout à présenter un « balayage » assez complet de la question, même si l'on peut regretter que la partie traitant de la culture politique (pp. 17-21) n'en dise pas davantage sur l'analyse culturelle en science politique. On appréciera également que les auteurs, au passage, renvoient prestement dos à dos la « langue de bois » panafricaniste et les culturalistes « modernes » (style Guy Sorman), qui partagent la même vision d'une « culture » africaine immuable, figée, définitivement ancrée dans le passé. Une utile bibliographie thématique clôt le document.

René Otayek

---

DORIER-APRILL (Elisabeth)

KOUVOUAMA (Abel)

APRILL (Christophe)

*Vivre à Brazzaville : modernité et crise  
au quotidien*

Paris, Karthala, 1998, 383 pages.

Comme étude d'une ville, ce livre est remarquable de précision et de finesse. Il illustre le choix méthodologique qui consiste à traiter le fait urbain comme un phénomène social total. La connaissance approfondie du terrain et la maîtrise du traitement des données reposent sur l'association de différents chercheurs. Rien n'échappe à leur investigation, ni la description des paysages urbains, ni les traits originaux de la vie sociale, qui bénéficient d'analyses claires proposant la meilleure synthèse des travaux effectués depuis des années. Il n'y manque même pas ces « figures imposées » de la culture brazzavilloise que sont le foot et la sape, la rumba et les ngandas.



Ouvrage sans prétentions théoriques tonitruantes, ce livre dépasse cependant le cadre d'une simple description. En alignant une batterie de facteurs sociaux, en particulier ceux qui concernent l'ébranlement de l'ordre familial et le changement de la structure démographique, les auteurs fournissent des bases pour aborder la troisième partie de leur travail, celle qui concerne la crise politique. En effet, il se dégage de ce tableau une économie politique de la guerre qui corrobore l'hypothèse d'un système politique fonctionnant à deux niveaux. Celui, minutieusement décrit ici, des petits, des « cadets sociaux », des miliciens lancés dans la guerre par la manipulation des aînés mais trouvant une autonomie économique dans le pillage. Et, d'autre part, celui (moins bien saisi car vu à travers les stéréotypes de la rue) des politiciens professionnels, sexagénaires nantis (les « grands hommes »), dont l'enjeu est l'accès au partage de la rente pétrolière.

Bien introduite, cette partie du livre soulève cependant des réserves. D'abord parce que l'écriture à chaud sur les événements de 1997 laisse parfois transparaître des prises de position dont le lecteur saisit mal la démonstration. Par exemple, Sassou est présenté comme le « candidat favori » de la présidentielle de 1997 (p. 332). Ou encore sont évoquées sans explications les « conditions douteuses » de la prorogation du mandat de Lissouba (p. 335). Ces arguments appartiennent à la propagande d'un camp ; on aimerait au moins connaître le point de vue de l'autre partie. Mais la principale réserve provient de ce que, dans l'analyse de la crise, il ne s'agit plus d'expliquer ce qui se passe dans la seule agglomération de Brazzaville, mais au sein d'un système politique immergé dans une Afrique centrale en guerre. Or, ces dimensions ne sont pas intégrées dans la problématique du livre ; elles surgissent hors du cadre soigneusement tracé à l'avance. La qualité de l'observation rapprochée de l'étude urbaine devient alors inopérante, car le Congo n'est pas réductible à une banlieue de Brazzaville.

**Patrick Quantin**

DUNTON (Chris)  
*Nigerian Theatre in English.*  
*A Critical Bibliography*

Londres, Hans Zell Publishers  
(Bibliographical Series in African  
Literature, 5), 1998.

La publicité recommande cet ouvrage aussi bien aux professeurs de théâtre qu'aux comédiens amateurs. La popularité du théâtre en anglais au Nigeria est attestée de manière surprenante par cette bibliographie annotée. Le Nigeria n'est pas seulement le pays du prix Nobel Wole Soyinka, mais de dizaines d'écrivains et d'éditeurs dont les œuvres sont jouées par des millions d'écoliers. Cette bibliographie, pourvue de nombreux index, est aussi un guide qui vise le futur metteur en scène en lui indiquant où il trouvera le thème de son choix. C'est également un instrument de recherche bibliographique sur les écrivains nigériens dont les grands noms d'aujourd'hui, tel Femi Osofisan, sont des poètes et des dramaturges. De plus, tous les modes de représentation sont abordés (des marionnettes à la vidéo) par un auteur qui a produit une étude sur le théâtre au Nigeria dont nous avons rendu compte dans ces colonnes.

**Alain Ricard**

---

◆

GOUREVITCH (Philip)  
*We wish to inform you that tomorrow  
we will be killed with our families.*  
*Stories from Rwanda*  
New York, Farrar Strauss and Giroux,  
1998 (4<sup>e</sup> tirage), 356 pages.

Oui, vous avez bien lu le titre : nous voulons vous informer que nous serons tués demain... Il s'agit de la lettre qu'adressent à leurs ouailles des pasteurs réfugiés dans le temple et l'hôpital adventiste de Mugonero, et qui seront effectivement massacrés : au moins plusieurs centaines de morts. Cette étrange syntaxe réflexive dénote une manière de trouble cognitif : le mal est connu,

infligé par le voisin, la connaissance, l'ami presque. Une telle frénésie de meurtres est difficile à comprendre, et les moyens du romancier sont peut-être les seuls à nous permettre d'avancer dans ce mystère. Philip Gourevitch est journaliste ; son enquête n'est pas une chasse aux responsables, mais une quête des récits. Il nous raconte des histoires recueillies au Rwanda pendant les huit mois de son séjour en 1995-1996. Il a parlé de nombreux Rwandais de tous les milieux sociaux et de toutes les confessions ; il a rencontré des acteurs politiques de premier plan comme Paul Kagame ou l'ancien chef d'état major des FAR ; il a demandé à tous ce qu'ils faisaient en avril 1994, comment ils avaient agi, et il nous livre leurs réponses. Il a aussi été rencontrer des Rwandais réfugiés aux États-Unis, dénoncés et poursuivis pour génocide, comme ce pasteur qui n'a pu sauver ses collègues qui prévenaient leurs fidèles dans les termes qui ont donné son titre au livre.

Sa qualité de journaliste américain lui a sûrement ouvert des portes et a peut-être délié des langues. Je ne vois pas qui, en français, aurait pu écrire un tel livre : il faut traiter une question africaine sans idée préconçue, accepter d'écouter avec humilité, lier l'engagement personnel et la recherche formelle au souci de communiquer une expérience épouvantable, un peu comme Depardon sait parfois le faire. La qualité de l'écoute, l'exceptionnel don d'empathie ont emporté la conviction. Philip Gourevitch n'a rien à prouver, personne à dénoncer. Il a rencontré quelques justes : le gérant de l'hôtel des Mille Collines, par exemple. Il tente, comme chacun de nous, de comprendre ce qui peut pousser à tuer ses voisins, pas un ou deux, mais dix, vingt, soixante-dix... Tel est le nombre ahurissant de meurtres reprochés à l'un de ses interlocuteurs, le seul à confesser des crimes (il en reconnaît seulement six...), qui a choisi de revenir au village – et qui vit sous le même toit que les parents de ses victimes...

À la culture du silence, P. Gourevitch essaie de substituer l'échange des paroles ; il remarque la rareté de l'art rwandais et surtout de la littérature. Elle m'a toujours frappé, et je sais maintenant

pourquoi : ce que l'on a à raconter est une souffrance terrible et, de toute façon, la réalité dépasse la fiction : à quoi bon ! semblent se dire certains... Les moyens subtils de la narration, l'acuité de l'oreille et du regard de P. Gourevitch montrent qu'il est des formes de fiction qui voient au secours de la réalité, et commencent à lui donner un sens.

Wole Soyinka, dans un récent article du *New York Times* consacré au livre de P. Gourevitch, remarque, à propos des auteurs du génocide, sur le ton de l'évidence qui ne souffre ni n'appelle la contestation, que « la complicité des étrangers, les Belges et les Français, renforça leur sentiment d'impunité... » (*New York Times*, 4 octobre 1998). Cette observation s'impose à nous et toutes les missions d'enquête n'y pourront rien : notre suffisance, notre ignorance, le sommeil de notre raison ont engendré des monstres auxquels notre pays sera pour longtemps lié.

Alain Ricard

---

HIGGS (Catherine)

*The Ghost of Equality, The Public Lives of DDT. Jabavu of South Africa, 1885-1959*

Athens/Le Cap, Ohio University Press/David Philip/Mayibuye Books, 1997.

Cette égalité fantomatique (*the ghost of equality*) était ce qui restait des droits politiques des Noirs de la province du Cap au terme du processus qui devait aboutir à l'apartheid. Cette culture politique de participation à une vie politique multiraciale était celle qui avait nourri la carrière de Sol Plaatje et qui conduisit toute la vie de D. Jabavu, qui fut le premier professeur noir à Fort Hare (South African Native College), ouvert en 1916 – la grande université noire, proche de Grahamstown, d'où sortit Nelson Mandela. Jabavu était un intellectuel libéral qui, dans le climat de radicalisation croissante des années 60,



vit son espace intellectuel et politique devenir de plus en plus étroit. Il ne s'allia pas avec l'ANC et finit marginalisé et amer, témoin de l'effondrement de tout ce à quoi il avait cru et qui devait attendre encore trente-cinq ans pour triompher. Il fut le libéral par excellence, l'avocat de l'égalité, au nom de principes chrétiens – il était aussi un prédicateur méthodiste – et d'une expérience du monde qui le mena aux États-Unis et en Inde. Il laisse une œuvre importante en anglais, mais également en xhosa.

Ce travail historique est remarquable par l'usage des sources orales, les entretiens avec ce qui reste des collègues et amis de D. Jabavu. De tels travaux biographiques font peu à peu émerger la complexité culturelle et politique de l'Afrique du Sud et aident à comprendre les racines de la culture politique de son président actuel.

**Alain Ricard**

---

LEBEAU (Yann)

*Étudiants et campus du Nigeria*

Paris, Karthala, 1997, 359 pages.

Les étudiants africains n'ont généralement pas bonne presse chez les africanistes. Depuis la démobilisation générale qui a marqué la fin des luttes anticoloniales, on leur reproche en particulier une grande conformité par rapport aux pouvoirs en place. Pour autant, ils n'ont pas disparu du champ politique et il faut se réjouir de la publication d'un ouvrage traitant à leur propos du pays qui compte justement les plus grosses universités d'Afrique subsaharienne.

La thèse de Yann Lebeau, car il s'agit initialement d'une thèse, couvre un thème délaissé non seulement en Europe mais aussi et surtout au Nigeria, peut-être parce que les universités y traversent une crise sans précédent et n'assurent plus une fonction hégémonique de reproduction des élites. En faisant la part belle à la sociologie, Y. Lebeau démontre une très bonne connaissance du terrain. L'analyse historique, qui va jusqu'à la

crise actuelle, est particulièrement éclairante. La description du délabrement des institutions et des conditions de travail est édifiante, même si l'auteur omet de signaler l'existence de sociétés secrètes étudiantes. Pour en avoir discuté avec lui, nous savons que cet oubli est volontaire, afin de ne pas exhiber de cruelles pratiques d'initiation et de ne pas donner dans un sensationnalisme dont raffole la presse nigériane. Mais il aurait sans doute fallu justifier une telle prise de position, à défaut de s'interroger sur le rôle plus ou moins structurant des sociétés secrètes en l'absence de discipline professorale.

Lebeau préfère insister sur des organisations comme la National Union of Nigerian Students, qui a été fondée en 1956 et est devenue une association, la NANS, en 1986. Il explique sa faiblesse intrinsèque par la fréquente fermeture des campus et la désorganisation des différentes sessions universitaires, qui ne correspondent plus dans le temps et ne permettent plus d'organiser une assemblée nationale. Au-delà de ces problèmes de représentativité, la NANS est régulièrement suspendue par les autorités, et les décrets 47 et 49 de 1989 lui ont porté des coups sévères en interdisant les manifestations.

L'analyse des mobilisations étudiantes et de leurs motivations politiques laisse cependant le lecteur sur sa faim. Les manifestations universitaires semblent surtout avoir concerné des problèmes matériels : la clôture des dortoirs à Ibadan en 1958, le service des cantines à Ife en 1968, la gestion des cafétérias à Ibadan en 1971, la conditionnalité d'un prêt de la Banque mondiale pour réhabiliter les universités en 1989, les systèmes des bourses en 1991, etc. En même temps, ces grandes crises ont correspondu à des combats plus « nobles » : pour l'indépendance en 1958 et la démocratisation de l'enseignement en 1964, l'ajustement structurel en 1989 et l'annulation des élections par les militaires en 1994. Lebeau ne penche pas en faveur d'une cause plus que d'une autre : une affaire à suivre, en quelque sorte...

**Marc Antoine Pérouse de Montclos**

---

LOUVEL (Roland)

*L'Afrique noire et la différence culturelle*

Paris, L'Harmattan, 1996, 223 pages.

Sous ce titre assez fade et quelque peu obscur se cache en fait un ouvrage stimulant, intelligent, alerte, exposant dans un style simple et direct des idées qui ne manquent pas de complexité, le tout servi par un appareil de références solide auquel s'ajoute la longue pratique du terrain africain de l'auteur. Praticien du développement, Roland Louvel, par ailleurs auteur d'un ouvrage sur la coopération avec l'Afrique paru chez le même éditeur en 1994, s'appuie sur son expérience pour s'interroger sur l'articulation développement-culture au regard des thèses sur le relativisme culturel, la « différence » et le respect des particularismes africains. Évitant le piège de la fausse érudition, souvent synonyme de langue de bois scientifique, il entreprend de démonter méthodiquement, textes à l'appui, les fausses évidences culturalistes qui tendent à enfermer l'Afrique dans un face-à-face sans échappatoire avec elle-même.

Mais ce que l'on aura particulièrement apprécié est le débat sur le caractère holiste des sociétés africaines et leur rapport à la religion, débat dont R. Louvel restitue clairement les termes, mais hélas de façon trop rapide. En bref, son argumentaire est une invite à dépasser notre vision d'une Afrique prisonnière du communautarisme, de ses structures sociales rigides interdisant toute affirmation d'un « destin individuel », du primat absolu du groupe, et à nous intéresser aux stratégies des acteurs visant à « promouvoir leurs intérêts personnels au sein d'ensembles où la différenciation sociale s'opère sur des bases très inégalitaires » (p. 177). On aurait aimé que l'auteur nous en dise davantage, mais l'on devine aisément l'intérêt des processus d'individualisation qu'il met en évidence, à la suite de l'ouvrage collectif coordonné par A. Marie sur la question (*L'Afrique des individus*, Karthala, 1997), au regard du débat actuel sur la démocratie en

Afrique. *Idem* en ce qui concerne la religion : R. Louvel, là aussi, fait un sort au malheureux jugement senghorien sur l'« indécrottable » religiosité des Africains. Certes, il reconnaît le poids de la religion dans les sociétés africaines, mais il nous incite également à nuancer nos analyses en prenant mieux en considération les multiples procédures de dérision, contournement, subversion, manipulation, voire transgression des normes magico-religieuses, ainsi que la capacité des acteurs à jouer simultanément et alternativement sur plusieurs registres religieux.

Si l'on ajoute à cela un coup de griffe bienvenu aux « développeurs » de tous poils, adeptes de la *do-it-yourself-sociology* responsable, selon lui, de la perpétuation de bon nombre de stéréotypes culturels, et un humour sous-jacent qui ne nuit nullement à la rigueur du raisonnement, on a un ouvrage très utile, qui ne révolutionnera sans doute pas notre connaissance de l'Afrique mais qui a le mérite de remettre, fût-ce maladroitement parfois, certaines idées à leur place.

René Otayek

MASSA (Jean-Michel)

*Dictionnaire bilingue portugais-français des particularités de la langue portugaise en Guinée-Bissau*

Rennes, CNRS/EDPAL, 1996, 166 pages.

Voici le premier volume d'une série qui doit nous mener également à São Tomé e Príncipe (sous presse), au Cap-Vert, au Mozambique et en Angola (en préparation). Qu'on lise bien le titre : il ne s'agit pas d'un dictionnaire portugais guinéen-français, mais bien de ses seules particularités : on y trouvera donc loin de la totalité des mots du portugais parlé dans ce pays. Du reste, il s'agit du portugais écrit, car le corpus, énorme, ayant servi à la préparation de ce dictionnaire a été constitué exclusivement de textes écrits – y compris, par exemple, de sous-titrages de films en portugais guinéen. Du reste, Jean-Michel



Massa a toujours préféré parler de *lusographie* plutôt que de *lusophonie*, soulignant par là la grande marginalité de la langue portugaise dans les phonies maternelles des populations, mais sa place centrale sur les plans politique et éducatif. Il est difficile d'entrer dans la critique détaillée des entrées – seul l'usage du dictionnaire la permettrait. Mais la tâche n'était pas facile, et l'auteur s'en explique longuement dans l'introduction qui, du reste, semble avoir été conçue largement pour la série des cinq volumes planifiés. Ainsi, de nombreux noms propres, ou des noms de plantes locales, d'ustensiles populaires, qui n'ont pas de traduction en portugais et sont donc utilisés tels quels dans la langue portugaise guinéenne, ont été inclus. Mais la question était la délimitation – impossible – avec le(s) créole(s) guinéen(s) : un *crioulo fundo* (« créole profond » en portugais) présente des différences considérables avec le portugais, aussi le problème ne se pose-t-il pas ; mais où s'arrête le *crioulo leve* (« créole léger ») et commence le portugais populaire ? En fait, la délimitation vient justement avant tout du support choisi, à savoir la langue écrite : le créole (*kriol*) est peu écrit, ne l'est jamais officiellement et, dans un texte écrit, la différence saute aux yeux – à commencer par la phonétique des lettres (*crioulo* en portugais, *kriol* en créole). L'intérêt de ce dictionnaire, évident pour le linguiste et le littéraire, l'est tout autant pour l'historien ou le politiste, car il fourmille d'indications civilisationnelles. On attend donc la suite.

Michel Cahen

---

NGOUPANDE (Jean-Paul)  
*Chronique de la crise centrafricaine :  
1996–1997, le syndrome Barracuda*  
Paris, L'Harmattan, 1997, 281 pages.

Témoignage écrit à la première personne, plaidoyer *pro domo* d'un éphémère Premier ministre de la République centrafricaine au moment des mutineries de 1996, cet ouvrage

pratiquement dépourvu de références bibliographiques ne se présente pas comme un travail de recherche. En le prenant pour ce qu'il est, il ne manque pourtant pas d'intérêt. Ne serait-ce que parce que ceux qui s'intéressent à ce pays n'ont guère l'occasion de lire des ouvrages plus consistants.

Malgré un plan déroutant, qui mène le lecteur sur les traces de l'homme politique avant de prendre de la distance pour dépeindre un tableau général de la république fondée par Barthélémy Boganda, on trouvera une large exposition des problèmes auxquels sont confrontés ceux qui tentent de diriger cet État fantôme.

Il est dommage que Jean-Paul Ngoupandé s'obstine à régler ses comptes avec Ange-Félix Patassé, qui l'a limogé en janvier 1997 ; ce n'est guère passionnant pour le lecteur. En revanche, sa vision de l'histoire politique du pays, même si elle reflète le point de vue d'un acteur engagé, est riche de notations originales. Quant à la description qu'il fait des errements actuels de la classe politique, il faut lui savoir gré d'abandonner la langue de bois, notamment quand il écrit à propos des « gemocrates » : « Des réseaux d'intérêts impliquant, depuis Bokassa, les plus hautes autorités du pays, freinent tout effort d'assainissement de la filière. Les chefs d'État centrafricains sont d'abord des exploitants de diamants, et l'un des premiers décrets signés par M. Patassé dès après son élection est celui par lequel il s'attribuait une concession minière » (p. 179).

Patrick Quantin

---

OBENGA (Théophile)  
*L'Histoire sanglante du Congo-  
Brazzaville (1959–1997)*  
Paris, Présence africaine, 1998, 367 pages.

L'auteur, connu pour ses travaux sur l'Afrique ancienne, a aussi une expérience pratique de la politique congolaise puisqu'il a siégé dès 1972 au comité central du PCT et a par la suite occupé

le poste de ministre des Affaires étrangères. On lui doit un livre hagiographique sur Marien Nguabi (Présence africaine, 1978). Son incurSION dans l'analyse du temps présent est à mi-chemin entre l'essai et la recherche historique. Comme essayiste, Obenga se hisse au-dessus du lot des signataires d'ouvrages de commande, qu'il se plaît d'ailleurs à recenser (p. 301-319). Il y a dans sa réflexion une distance qui tranche avec les habituelles dénonciations mêlées d'autosatisfaction de ces auteurs. Ici, la trajectoire historique est restituée dans la durée, sans amnésie manifeste. Il n'y a pas de cassure au moment de la conférence nationale. Et cela permet de mettre en perspective le long règne de Sassou I et ses capacités organisationnelles spécifiques (gouvernance ?), dont l'oubli actuel fausse la plupart des analyses. À propos de Sassou durant la période 1979-1990, Obenga écrit : « Il a "assumé" le pouvoir d'État du parti unique dans son entier. Ce fut fermement tenu grâce à des services de sécurité et de renseignement compétents et bien entretenus : équipements, hiérarchie bien huilée et bien respectée, instructions précises et claires, aisance matérielle, confiance absolue en des hommes soigneusement mis en place, délégation des pouvoirs jugés nécessaires, réseaux parallèles pour les recoupements utiles, extrême discrétion, etc. » (p. 140). Comment ce système a-t-il été mis en place ? Qu'est-il devenu au moment de la transition ? En quoi a-t-il contribué au blocage de la démocratisation ? Quel a été son importance dans la reconquête de 1997 ? Sur ce point, comme sur quelques autres, Théophile Obenga désigne des pistes à suivre.

Lui-même demeure malheureusement trop rapide, et ses apports sont affaiblis par l'absence de l'appareil critique attendu dans une recherche historique : pas de sources citées ni de références bibliographiques, mais un curieux tableau d'honneur des chercheurs congolais (p. 299-300) qui, si l'on en croit l'auteur, seraient les seuls à avoir écrit sur l'histoire politique du pays.

**Patrick Quantin**

SARAIVA (José Flavio Sombra)

*O lugar da Africa. A dimensao atlântica da politica externa brasileira (de 1946 a nossos dias)*

Brasilia, Editora Universidade de Brasilia, coll. « Relações internacionais », 1996, 282 pages.

Voici une édition en langue portugaise, bien utile et actualisée, d'une thèse de doctorat non publiée de langue anglaise (*Brazil's Foreign Policy Towards Africa, 1946-1985 : Realpolitik and Discourse*, Birmingham, 1991). Elle montre les diverses oscillations de la politique africaine du Brésil, depuis l'alignement sur les États-Unis jusqu'aux différentes bouffées de discours culturaliste « luso-brésilien » et de soutien à la politique coloniale portugaise, puis à l'affirmation d'une autonomie dans la production des relations internationales, que ce soit face à l'oncle Tom ou au Portugal en crise. Ainsi, le régime militaire brésilien sera le premier gouvernement, le 11 novembre 1975, à reconnaître le gouvernement du « marxiste » MPLA à Luanda. Cependant, si les liens brésil-angolais ont toujours eu quelque consistance, il n'y a pas de communauté d'intérêt afro-luso-brésilienne, en dépit de la très récente formation de la Communauté de pays de langue portugaise (CPLP). Globalement, le pétrole compte plus que la lusophonie, et c'est ce dernier qui explique l'attention nigérienne du Brésil plus que les descendants « brésiliens » de Lagos. Le Brésil des années 60 tire du reste les leçons de son inscription, par les pays africains exportateurs de pétrole, sur la liste des onze pays à sanctionner pour leur soutien à Israël, à l'Afrique du Sud et au colonialisme portugais. Désormais, et au grand mécontentement de Lisbonne, il cherchera à se trouver une position de médiateur. Même si l'Atlantique comme espace géopolitique est pleinement pris en compte par l'Itamaraty, l'Atlantique Sud ne deviendra jamais le rêve portugais de « lac lusitan ». Par ailleurs, même dans cette géopolitique atlantique, les pays africains de langue officielle portugaise ne comptent pas



plus pour le Brésil que les autres États d'Afrique noire.

L'analyse de l'ouvrage s'arrête en 1994, même si quelques événements ultérieurs sont mentionnés : il restera donc à voir si la création de la CPLP (juillet 1996) changera quelque chose aux traditionnelles pesanteurs des relations extérieures du Brésil, dans lesquelles le Portugal est peut-être une référence historique, mais non une priorité, et certainement un concurrent en matière économique et commerciale.

**Michel Cahen**

---

SURET-CANALE (Jean)

*Les Groupes d'études communistes (GEC) en Afrique noire*

Paris, L'Harmattan, collection

« Racines du présent », 1994,

185 pages.

Il y a des études sur des sujets qui ne peut-être plus à la mode, mais qu'il est indispensable de mener avant que les derniers témoins n'aient disparu et que les sources n'en soient plus qu'archivistiques. C'est à cette tâche que s'est attelé Jean Suret-Canale, en géographe faisant cette fois œuvre d'historien, relativement à des organisations politiques qui, si leur bilan global est certainement celui d'un échec, n'en eurent pas moins un rôle de formation de cadres africains : les Groupes d'études communistes en Afrique tropicale française, entre 1943 et 1951. Les archives coloniales du PCF semblant perdues, ou en tout cas n'ayant pas été retrouvées, c'est d'abord à un travail de reconstitution d'un fonds documentaire que s'est attaché l'auteur, recherchant un à un, en France, les anciens membres survivants des GEC et les papiers et souvenirs qu'ils pouvaient avoir encore, complétant ces sources par les notes de la police française et les échos de la presse coloniale.

Précédée de l'exposé rapide de l'orientation africaine de la section coloniale du PCF, on a ainsi une

description de l'activité de chacun des GEC qui, de Dakar à Brazzaville, exclusivement blancs au départ, s'africanisèrent à la fin des années 40 – ne serait-ce parfois que du fait de l'expulsion par l'administration blanche de leurs animateurs blancs vers la métropole ! Il est intéressant de noter à propos de ces militants français que, la plupart du temps, il ne s'agissait pas de membres du PCF partis en Afrique, mais de cette petite minorité de la population coloniale sensible aux idées communistes et au prestige grandissant de l'URSS après 1943 (ainsi les « Amis de l'URSS » de Dakar présentent le Kazakhstan en modèle de développement pour l'Afrique). Le contact avec le PCF, d'abord à Alger (1943-1944) puis à Paris, est souvent établi alors que le groupe existe déjà, clandestinement ou légalement selon les cas.

L'ouvrage est partagé en deux parties : l'exposé de l'auteur et la reproduction de nombreux documents d'époque (circulaires, cours de formation, quelques photos), mis ainsi à notre disposition. Jean Suret-Canale, qui fut lui-même membre du GEC de Dakar de 1946 à 1949, a d'abord voulu sauver de l'oubli une expérience politique digne d'intérêt. Ce faisant, son exposé est avant tout factuel, presque chronologique, chaque GEC ayant droit à un paragraphe de quelques pages. Si l'orientation du PCF est rappelée – de manière absolument acritique (sauf pour l'Algérie, qui apparaît marginalement dans le livre) –, il n'y a pas de véritable analyse de l'orientation politique des GEC dans le contexte, africain et noir, où ils se mouvaient. On aurait aussi aimé un recadrage par rapport à l'ensemble de l'Afrique noire (anglophone, lusophone), qui aurait mis en évidence certaines nuances dans l'orientation communiste internationale : ainsi, par exemple, si le PCF est très clair dans son refus de constituer des partis communistes locaux et même des fédérations locales du PCF, le PC portugais, jusqu'en 1956-1957, cherche à créer un PC angolais – sans parler de l'existence des PC sud- et nord-africains. Mais, surtout, il n'y a pas de réflexion sur l'échec politique des GEC : car s'ils ont eu un rôle non négligeable dans la genèse du Rassemblement

démocratique africain (RDA), ils auront finalement travaillé pour le roi de Prusse, la majorité des sections se désaffiliant du groupe communiste à l'Assemblée et virant rapidement vers une orientation néocoloniale, aux seules exceptions, différemment tragiques, du Parti démocratique de Guinée de Sékou Touré et de l'Union des populations du Cameroun de Félix Um Nyobé et Félix Roland Moumié. Il y a bien un texte de R. Barbé (le responsable de la section coloniale) sur les « tendances droitières » au sein du RDA, mais il n'apporte d'autres explications au phénomène que l'influence corruptrice de la bourgeoisie sur les cadres d'une société encore « peu différenciée ». L'action des GEC n'est nullement questionnée. Or, l'orientation du « Front unique anti-impérialiste » énoncée par Staline dès 1925 était comprise comme l'inopportunité de la création d'organisations communistes, au lieu d'une orientation de front unique à assumer dans toutes ses

dimensions par des partis communistes locaux (ce qui fut le cas des PC chinois et indochinois et, plus tard, cubain). En quelque sorte, les communistes africains des GEC refusaient de se porter eux-mêmes, en tant que communistes, à la tête du mouvement anticolonial, pour seulement appuyer des formations non communistes qui s'y portaient. Le grand écart était difficilement tenable longtemps, et les GEC encouragèrent par cette pratique leurs cadres africains à ne pas développer une orientation communiste originale adaptée à l'Afrique : pourquoi être communiste ou socialiste soi-même s'il n'y avait aucun objectif socialiste pour l'Afrique pour l'avenir historique prévisible ?

On saluera la fidélité de J. Suret-Canale à ces « combats lointains et oubliés, à recommencer », mais on regrettera qu'il n'en ait pas profité pour ouvrir une analyse critique historique.

**Michel Cahen**